

Notre raison d'être... En colère !!!!!

Qui se souvient de ce slogan martelé par la présidence : « **Notre raison d'être** ».

Un concept fumeux dont nous n'avons toujours pas bien assimilé l'utilité si ce n'est que la loi PACTE de 2019, concept tout aussi fumeux proposait aux entreprises, privées comme publiques, de le définir. France Télévisions s'est exécuté.

Slogan aussi évaporé que celui de « **réconcilier** » sur lequel Madame Ernotte s'est appuyée pour se faire reconduire à la tête de notre entreprise.

Un an après, le moins que l'on puisse dire, c'est que ça n'a pas très bien fonctionné...

Nous sommes aujourd'hui sur le point d'être l'une des entreprises les plus détestées de France.

Pointée du doigt par des partis politiques, et selon certains par une majorité de Français, comme étant une « *dépense inutile* » un « *gouffre à fric* » un « *repère de privilégiés* », « *un bastion de gauchistes* ». À la fois dans le viseur de Bercy, de l'extrême droite, des populistes, des propagandistes, nous serions presque à nous seuls les responsables du déclin national, du déficit public et de la fracture du pays. Pourquoi pas la hausse du prix des carburants pendant qu'on y est ?

Alors oui, nous avons des raisons d'être en colère !

Voilà des dizaines d'années que nous devons endurer les réformes, les réductions d'effectifs, la valse des managers, les réorganisations de nos périmètres d'activités, la « taylorisation » de nos métiers, ce qui a entraîné la perte de sens à tous les étages. Combien de salariés ont dû s'adapter dans l'urgence simplement pour survivre professionnellement ?

Combien ont fini en arrêt maladie, en burn-out, ou dans le néant professionnel ? Combien ont quitté l'entreprise écoeurés ?

Et tout ça pour quel résultat ? Le désormais célèbre rapport Alloncle !

Notre nom, nos métiers, nos valeurs, jetés en pâture dans un rapport insultant de 550 pages.

550 nuances de mépris

Mais si ce rapport existe, ce n'est pas un accident. Oui Madame la Présidente vous en avez votre part de responsabilité. Difficile d'y échapper. C'est le produit de 10 ans d'une gouvernance brutale et sans nuances, créatrice d'injustices et de situations chaotiques pour de nombreux salariés.

Même si certaines outrances sont à mettre de côté, on trouve dans ce rapport un certain nombre de vérités. Et des vérités que nous n'avons cessé de dénoncer depuis des années, dans les instances, dans nos publications, devant une direction qui ne nous écoutait pas.

- Combien de fois avons-nous dénoncé les externalisations alors que les compétences existaient en interne ?
- Combien de fois avons-nous dénoncé des prestations hors de prix pendant qu'on expliquait aux salariés qu'il fallait « faire des efforts » ?
- Combien de fois avons-nous demandé de simples chiffres sur le coût réel des productions internes... sans jamais obtenir de réponse claire ?

- Combien de fois avons-nous dénoncé des recrutements de personnalités médiatiques ressemblant davantage à de l'entre-soi qu'à une véritable stratégie de service public ?
- Combien de fois avons-nous assistés, médusés, à des dérives, voire des erreurs éditoriales qui ont entaché la crédibilité de nos rédactions ?
- Combien de fois avons-nous vu apparaître de nouveaux postes aux intitulés exotiques, qui cachaient en fait des placards dorés pendant que les équipes de terrain croulaient sous la charge ?

Tout cela était prévisible et le constat est que nous sommes aujourd'hui en danger.

Entre des mains malveillantes, ce rapport va devenir le mode d'emploi pour nous démanteler, nous privatiser ou supprimer certaines de nos antennes.

Mais notre raison d'être en colère ne s'arrête pas là !

Nous en sommes à un tel point d'attaques et de menaces, que nous n'avons plus trop le choix que de faire front tous ensemble. Nous ne pouvons par exemple pas accepter que Madame Ernotte soit nommément citée dans une chanson vulgaire et misogyne, émanant d'un ancien présentateur resté bloqué à une époque où l'on fumait encore dans nos régions et sur les plateaux télé.

Nous ne pouvons pas davantage supporter que notre avenir soit entre les mains d'extrémistes de droite, qui n'ont qu'un seul but, faire taire toute parole divergente qui pourrait contredire leur idéologie, qu'ils tentent de dissimuler sous une panoplie « costume-cravate-brushing impeccable ».

Alors, excusez-nous, nous avons des valeurs à défendre sur le service public

Celle du vivre ensemble, de l'accès à l'éducation et au savoir pour tous, à l'égalité femme/homme, défendre l'écologie pour laisser une planète saine aux générations futures, combattre toute forme de racisme, être le cas échéant un contre-pouvoir en enquêtant librement sur les puissants et les magouilles politiques de tous bords.

Pour résumer, faire avancer la société plutôt que d'instrumentaliser ses peurs.

Sérieusement ? Vous trouvez ces valeurs « de gauche » ?

Nous n'allons pas nous excuser d'avoir des convictions !

Nous n'allons pas nous excuser de défendre le service public !

Nous n'allons pas nous excuser de vouloir autre chose qu'une télévision au service des citoyens défendant l'intérêt collectif plutôt que les intérêts partisans !

Que Madame la Présidente entende notre message, qu'elle renonce par exemple définitivement à recruter sur le service public des journalistes aux opinions radicalement opposées à ce que nous nous devons d'incarner.

Qu'elle arrête définitivement de décider seule, ce qui nous mène depuis des années dans le mur, et parce qu'il reste une vérité simple :

TOUT SEUL, ON VA PEUT- ÊTRE PLUS VITE, MAIS ENSEMBLE ON VA PLUS LOIN !

Paris, le 20 mai 2026